

Le pain et l'instruction ...

"En général, tout pouvoir, de quelque nature qu'y soit, en quelques mains qui ait été remis, de quelque manière qu'il ait été conféré, est naturellement ennemi des Lumières'

CONDORCET

Les grands pondis qui alimentent actuellement le discours politique pourraient s'appeler les trois E: l'Europe, l'Emploi, l'Education. En règle générale on ne saurait trop à qui de gauche ou de droite attribuer les propos tant les convergences abondent. C'est le cas notamment de l'interview exclusive de M. ROCARD au *Monde de l'Education* où il dessinait les grandes lignes d'une loi d'orientation qui consiste à faire "travailler autrement" les enseignants moyennant une revalorisation pécuniaire au mérite, un troc dont se défend avec une hypocrisie consommée l'homme du "parler vrai". Une autre manifestation consensuelle nous avait été offerte par la campagne présidentielle lorsqu'au cours du face à face Chirac-Mitterrand celui-ci rassurait son partenaire au sujet de l'école privée, ajoutant en substance: l'Enseignement public a été décrété par la 1ère République, mais c'est l'Empire qui l'a réalisé; puis il y eu la loi Falloux, suivie de l'inévitable revanche avec la loi Ferry. C'est pourquoi, nostalgique du Concordat et réprouvant la revanche, le président réélu offrait à l'épiscopat ses vœux de nouvel an pour "*l'intégration du catéchisme dans le temps scolaire normal, dans l'esprit de Jules Ferry*" (!)

Pour en arriver à de telles impostures il aura fallu que le chemin soit long, par les voies insidieuses de la "laïcité ouverte", entre la loi de 1881 et les "rénovations" entreprises aujourd'hui. En réalité il s'agit d'un chemin circulaire qui nous ramène à un débat d'origine dont la nature idéologique n'est pas seulement religieuse au sens clérical du terme. Pourtant il n'apparaît guère de "débat" puisque l'appareil médiatique poursuit un pilonnage en faveur d'une seule thèse, celle d'une transformation du service public coupable de mal intégrer les jeunes à la société: "*Quelle école pour quel citoyen ?... L'Ecole de la nouvelle citoyenneté.. Une école ouverte sur la vie ... Une école adaptée aux besoins de l'économie ... etc.*" Ces savantes recherches sociologiques font évidemment l'impasse sur la querelle de fond qui dès la fin du XVIII ème opposa deux conceptions du service public, celle de l' Education nationale et celle de l'instruction publique dont les principes furent établis par Condorcet.

Condorcet et Rousseau

Plus qu'aucun encyclopédiste, Condorcet a voulu voir dans le suffrage universel une machine dont la perfection devait permettre d'atteindre à la Vérité. Sa démarche consiste donc, avec une émouvante sincérité, à construire un *homo-suffragans* digne du suffrage universel doté de toute la vertu que lui attribue le philosophe. Condorcet a considéré qu'il fallait jouer le jeu sans tricherie, que le système porterait l'humanité à son zénith à condition que la volonté générale exprimée par tes citoyens soit légitime. Cette légitimité réside dans la qualité d'homo-suffragans, c'est à dire d'individus que la raison et le savoir ont rendus autonomes. Ces scrupules ont amené Condorcet à jeter les bases de l'Instruction publique.

Pour respecter le principe d'égalité et plus précisément d'égalité des droits d'accès au savoir, l'instruction doit être de masse et ne laisser personne hors de sa portée. Les initiatives privées, non condamnables en soi, ont l'inconvénient de laisser les individus à la merci des hasards de naissances, de fortunes, de confessions, seul un service public peut assurer l'égalité des droits. Condorcet n'évite pas le paradoxe que représente la volonté de sauvegarder la liberté et l'indépendance de renseignement par le moyen d'une institution d'Etat. Il imagine alors un système de barrages et de franchises, en quelque sorte un statut, portant sur le recrutement et le contrôle des enseignants afin d'éviter le détournement du service public au profit d'intérêts politiques ou privés; il rejette également la conception utilitaire d'un enseignement pragmatique à finalité immédiate.

Condorcet ne préconise pas de technique pédagogique particulière, la méthode découle naturellement du contenu et de l'objectif: cartésienne et rationaliste elle ne transmet que des savoirs raisonnés, argumentés et démontrables. Elle répudie toute forme émotionnelle d'enseignement, autoritaire ou douceuse, et à fortiori toute Vérité révélée, dont les religions, "*une insulte à la raison*". Elle ne fournit pas seulement la raison des choses mais l'ordre des

raisons. Elle ne se contente pas d'informer, elle instruit. Au citoyen futur elle procure un savoir minimum, un "savoir stratégique" dira Milner(1), et le développement de l'esprit critique qui lui assurent son autonomie et garantissent l'égalité civique, quelles qu'elles que soient les différences des niveaux de connaissances, pourvu que chacun atteigne à la plénitude de ses talents. C'est "*la naissance du citoyen*".(2)

Cette philosophie de la raison et du droit individuel, fondement d'instruction publique, n'eut pas l'heur de plaire aux jacobins conventionnels qui lui préférèrent les projets d'Education nationale de Rabaut St Etienne, Bouquier et Le Pelletier dont Robespierre présente le texte le 17 juillet 1793 alors que Condorcet est "dénoncé" depuis le 8 Juillet et sera proscrit le 8 octobre. L'opposition entre les deux thèses, Rabaut St Etienne la formule ainsi: "*L'instruction publique demande des lycées, des collèges, des académies, des livres, des instruments de calcul, des méthodes, elle s'enferme dans des murs; l'éducation nationale demande des cirques, des gymnases, des armes, des jeux publics, des fêtes nationales, le concours fraternel de tous les âges et de tous les sexes, et le symbole imposant et doux de la société humaine rassemblée*".

Au-delà des termes qui n'ont pas toujours recouvert la même signification, les deux conceptions ont systématiquement marqué l'histoire de l'Ecole et de ses oscillations entre ces deux pôles.

La thèse de l'Education nationale exprimée grossièrement par les Conventionnels puise en réalité sa substance idéologique chez Rousseau. On y retrouve le thème de l'enthousiasme qui imprègne la communauté fraternelle (ou paternelle) de la *Nouvelle Eloïse* et le sentimentalisme moral "d'instinct divin" du *Vicaire savoyard*. La participation à la communauté importe plus que les connaissances et Bouquier prévoit l'accès de prêtres et de patriotes aux fonctions d'enseignants, d'ailleurs contrôlés par les sections populaires. De même que *l'Emile* apprenait plus dans l'observation de la Nature que dans les livres, les élèves bénéficieraient davantage de la fréquentation d'une société populaire que de l'Ecole. La méfiance de Rousseau vis-à-vis des "*intellocrates*", de la raison, des sciences et des arts ("*Les sciences et les arts doivent donc la naissance à nos vices: nous serions moins en doute sur leurs avantages s'ils la devaient à nos vertus*"), de l'imprimerie même ("A considérer les désordres affreux que l'imprimerie a déjà causés en Europe, à juger de l'avenir, par le progrès que le mal fait d'un jour à l'autre, on peut prévoir aisément que les souverains ne tarderont à se donner autant de soin pour bannir cet art terrible de leurs états, qu'ils en ont pris pour s'y introduire"), on la retrouve dans les préventions de Le Pelletier et Bouquier vis-à-vis de l'enseignement secondaire qui "*nourrit l'aristocratie pédagogique, tout aussi funeste que celle du pouvoir arbitraire et de la richesse... Les nations n'ont pas besoin d'une caste de savants spéculatifs...*". On limite l'instruction à son utilité par rapport aux besoins de la communauté. Selon le *Contrat social*, il est vrai, l'individu est soumis dès sa naissance à une finalité, celle du citoyen redevable à la société qui lui préexiste, le transcende et lui interdit toute manifestation intempestive de singularité. Cette soumission à la Volonté universelle, à la Loi, *l'Emile*, qui ne fréquente pas d'école institutionnelle, y sera éduqué sous la tutelle affective d'un précepteur auquel Rousseau conseille: "*...N'épargnez rien pour devenir son confident: ce n'est qu'à ce titre que vous serez son maître*".

Certes ce n'est pas ce Rousseau de l'obscurantisme qui impressionna tous les penseurs socialistes du XIX^{ème}, c'est celui qui revendique dans le *Contrat social* l'égalité des droits et devoirs à partir de la définition d'un abstrait appelé "*sujet juridique*", atome d'un Etat de droit qui coiffe la société civile. Son influence ne s'est sans doute pas arrêtée là. Sa foi en une bonté naturelle inhérente à l'homme réhabilité dans le cadre de la société égalitaire des paysans de la *Nouvelle Héloïse*, on en soupçonne des traces dans "l'être générique" idéalisé par les promoteurs des systèmes mutuellistes et communistes de toutes tendances. Seulement la société vertueuse conçue par Rousseau s'apparente davantage à une communauté qu'à une société communiste, et les individus qui la meublent ressortent davantage du personnalisme d'E.Mounier que de l'individualisme anarchiste.

C'est justement sur le terrain juridique des rapports entre le citoyen et l'Etat que vont s'opposer les deux politiques scolaires. Pour les Conventionnels, émules de Rousseau, l'Education sera réussie pour peu que l'individu s'intègre à la communauté nationale, participe à l'élan patriotique et se soumette à la Loi avec enthousiasme. Condorcet, lui, se préoccupe de l'origine de la Loi, à laquelle il n'accorde de légitimité que si elle émane de citoyens éclairés, l'Homo-suffragans, au rang duquel seule l'instruction fera accéder l'ensemble des individus, pourvu qu'elle soit publique. Ainsi l'argument juridique, la Loi s'impose à tous, Condorcet le retourne en exigeant de l'Etat qu'il fournisse le matériel intellectuel indispensable à l'élaboration démocratique de la Loi.

Le culte de l'Etre suprême n'était guère conciliable avec la propagation des Lumières. L'anachronisme coûta la vie à Condorcet: il ne s'agissait pas d'éclairer les têtes alors qu'on les coupait en série. C'est effectivement l'Empire qui mit sur pied un monopole "d'Instruction publique" sous forme du Concordat qui confiait l'enseignement primaire à l'Eglise et l'Université impériale à un "grand maître", représentant direct de Napoléon. La loi Falloux de 1850 rétablit la liberté de l'enseignement pour l'Eglise qui garde son contrôle sur l'école publique. C'est un siècle après la mort de Condorcet que son projet voit sa réalisation sous la III^{ème} République. Elle portera le nom de son architecte, l'Ecole de J.Ferry. On vient de fêter son centenaire: le temps de quatre générations, de l'arrière-grand-père à l'arrière-petit-fils.

L'Epopée éducative

Un centenaire souvent sonné comme un glas par la myriade de rénovateurs surgis des retombées de Mai 68. La première brèche fut ouverte par la loi E.Faure de Novembre 68 sur renseignement supérieur. Elle comporte deux grands chapitres: autonomie (financière, administrative et pédagogique) et participation (étudiants, administration et personnalités extérieures), ces principes devant entraîner une rénovation des méthodes. Dans le même esprit une rénovation pédagogique était implusée tambour battant dans l'Enseignement primaire. Il convient désormais de se gausser des problèmes de robinets et de trains qui se rattrapent, finie la *"dictée infligée à tous les enfants de France au même moment"* l'anayse logique trop raisonneuse et l'histoire à jamais discréditée par *"nos ancêtres les Gaulois"* et la *"ligne bleue des Vosges"*(3). L'oral doit prendre le pas sur l'écrit, l'expression spontanée sur l'effort silencieux, le tableau intuitif de la proportionnalité sur la règle de trois raisonnée, l'étude du milieu, du "terroir visqueux" selon l'expression de Milner, remplace les sciences naturelles, l'histoire et la géographie dans le mêli-méto de l'interdisciplinarité. Le travail en groupe supplante le travail personnel, il réfute notes et redoublements dont se passe la pédagogie par objectif. Les cinq heures de sport hebdomadaire, les multiples concours et campagnes de solidarité diverses sont propres à stimuler l'enthousiasme, l'esprit d'équipe, la pédagogie de l'affect dont le but profond est davantage l'intégration au groupe que l'acquisition d'un programme. C'est l'école de la participation, des "nouvelles solidarités", du changement de mentalités. Le flot rose de la rénovation remontera au niveau de l'Enseignement secondaire avec la réforme Legrand qui réinvente notamment le tutorat des directeurs de conscience.

Il restait à abattre les murs de l'instruction publique pour que l'Education nationale soit en osmose avec la société civile et les "forces vives" qui l'animent. A cet effet une réforme structurelle ouvre les Conseils d'administration de l'enseignement secondaire à des personnes extérieures, associations, patronat, municipalités qui constituent une majorité. Depuis leur création par R.Haby les pouvoirs des conseils d'école ont été régulièrement accrus, notamment par les ministres socialistes Savary, Chevènement et Jospin. Après une période d'incitation à l'innovation, Jospin vient d'entamer une étape qu'il veut décisive en imposant pour chaque école un Projet, élaboré par une équipe incluant des "partenaires": associations, membres des collectivités locales, employeurs... Les jumelages école-entreprise, les contrats école-ville contribuent à soumettre les enseignants aux associations et aux potentats locaux, politiques et patronaux. Toute l'opération, obstinément conduite, trouve dans la loi de décentralisation de 82-83 le cadre adéquat pour désintégrer le service public en une mosaïque de communautés éducatives.

Il y eut certes des résistances, des hésitations et des démentis. On réaffirme régulièrement la nécessité d'une instruction minimum, sans en préciser le contenu ni surtout le moyen d'en assurer un accès égal pour tous. On préfère spéculer sur "l'échec scolaire" pour théoriser l'adaptation des programmes aux conditions locales par le système des projets particuliers. Il est vrai que les milieux directement concernés, parents et enseignants, sont majoritairement encadrés par les organisations du CNAL, notamment la FCPE et la FEN, engagées dans la "rénovation". Elles puisent leur justification doctrinale dans le projet d'école unique du CNAL, avec gestion multipartite, que Mitterrand et Savary auraient mis en place sous forme concordataire sans l'opposition de la droite traditionnelle et du Vatican. L'extrapolation du plan Langevin-Walon, prévoyant une étape commune de transition et d'observation après l'école primaire, a cautionné la pratique d'un "tronc commun" anti-élites prolongé jusqu'à la seconde dans la perspective d'un bac populaire à 60 ou 99%.

Outre des textes d'universitaires (Milner, C.Kintzler, Bayet, Despin-Bartholy, J. de Romilly...) la résistance militante se cristallisa autour de l'Appel aux Laïques (publié dans *l'Anarcho-Syndicaliste* en fev. 80) dont les enseignants signataires quittèrent la FEN pour construire des syndicats à F.O. Les réactions respectives des dirigeants de la FEN et du SNES au plan Jospin d'aujourd'hui n'ont pas porté sur le volet "travailler autrement" ni même sur le salaire au mérite, mais sur un partage des champs de syndicalisation: le SNI souhaitant un corps unique de la maternelle à la terminale, le SNES craignant la généralisation des PEGC. Les deux tendances de la FEN s'accordent avec la CFDT pour considérer la partie "travailler autrement" comme "un acquis du plan Jospin".

Les contextes historiques

On ne peut comprendre l'alternance des deux options, Education nationale et Instruction publique, si l'on fait abstraction du contexte politique, expression même d'un contexte économique. En 1793 la bourgeoisie française, assiégée par la contre-révolution, intérieure et extérieure, n'avait cure de développer l'instruction, elle confiait aux sections populaires l'éducation patriotique de tous âges grâce au matériel pédagogique du Dr Guillotin. Cette solution correspondait au régime de dictature. Ce n'est qu'après les péripéties de la Restauration et des deux empires que la bourgeoisie se sent la force d'établir un régime de république démocratique. En plein essor industriel la IIIème République, parrainée par l'électricité et le moteur à explosion, érige la tour Eiffel à la gloire du progrès technique géniteur d'un capitalisme juvénile que nourrit un vaste empire colonial.

La bourgeoisie radicale peut désormais se passer des courants monarchistes qui l'entravent, elle s'appuie sur le suffrage universel. Parallèlement se construit le mouvement ouvrier, avec la première internationale, l'organisation des Bourses du Travail et la CGT. L'âpreté des luttes traduit la férocité du capitalisme naissant. Ce sont pourtant les aspirations des travailleurs, généralement exprimées par l'action directe, qui vont pousser la bourgeoisie, contre ses réticences, à mettre en oeuvre son propre système démocratique et à accorder les libertés à l'ordre du jour depuis 1789. Dans ce combat chacun pour soi, les travailleurs de la Commune ne se trompèrent pas en organisant une commission de l'enseignement primaire et professionnel laïque, prescrivant *"les instituteurs des écoles et salles d'asile emploieront exclusivement la méthode expérimentale et scientifique..."* (délégation du XVIIème). Dix ans plus tard c'est cette école de l'instruction, celle de Condorcet, que mettait en place J.Ferry, qui était aussi Ferry-Tonkin, car cette école correspondait également aux besoins de la bourgeoisie dans sa phase économique ascendante et son apogée démocratique. Renouant avec les Lumières, les radicaux décrétaient logiquement la séparation de l'Eglise et de l'Etat, non parce que l'Eglise du "ralliement" était plus monarchiste et plus menaçante mais parce que cette bourgeoisie pensait pouvoir s'émanciper de la tutelle d'une vieille maîtresse.

L'empire colonial, du Tonton à l'Algérie, s'est dissout après la dernière guerre. Les deniers du plan Marshall ont fait long feu. L'économie française traîne la patte sur l'échiquier européen. L'industrie et l'agriculture finissent à coup de subventions que l'ouverture du Grand Marché va remettre en cause. La consommation intérieure décroît en même temps que le pouvoir d'achat. En conséquence le chômage endémique s'alourdit malgré les artifices des TUC et des SIVP. La couverture sociale s'amenuise, le code du travail est battu en brèche par des mesures de déréglementation. La décentralisation, sous le fouet Rocart menace tous les services publics dont l'Ecole(6).

Si, comme le considèrent les *Semaines Sociales de France* *"le fonctionnement de l'économie doit être repensé"* à partir "d'Activité Minimum d'Insertion" correspondant au Revenu Minimum d'Insertion, inutile de continuer à dispenser l'instruction générale, onéreuse et dangereuse. Il suffit d'un enseignement limité aux nécessités immédiates et éphémères de l'entreprise voisine. Le jumelage école-entreprise et université-bassin de formation le permettra dans le cadre de l'autonomie et des Projets. Car, selon le vice-président du CNPF: "les droits de l'entreprise sont aussi importants aujourd'hui que les droits de l'Homme" (Forum de l'Expansion du 5.1.89). Mais surtout ainsi que le rappelle "épigraphe d'un éditorialiste de Ouest-France (26.1) *"l'Education, dont l'enseignement n'est qu'un aspect, est l'affaire de tous"*. L'Education doit baigner dans la société civile: les sections populaires de 1789 selon Rabaut la rue selon Mich, les partenaires éducatifs selon Jospin.

"L'affaire de tous" c'est l'affaire de la communauté à laquelle l'individu intégré par naissance est redevable à vie; ce n'est plus l'affaire publique où l'individu, "atome juridique", revendique ses droits au sein de la République. Les partenaires éducatifs incarnent évidemment les pouvoirs qui dominent la société civile, essentiellement le pouvoir temporel de "l'entreprise" c'est-à-dire du capital, et le pouvoir spirituel c'est-à-dire l'Eglise. Nonobstant quelques casemates (complices) du PC à la FCPE et dans les mairies, c'est la restauration de l'Eglise que "l'ouverture de l'école" a organisée. Elle reviendra au nom du patrimoine, au nom de l'histoire et de la culture, de la tolérance et des droits de l'Homme... Déjà l'Ecole Libératrice (du 10.09.88) offre les services du SNI: *"ces populations (immigrées) sont porteuses de valeurs qui rendent urgentes et nécessaires une approche scolaire culturelle des religions"* (7), et M.Toubon du RPR déclare dans la presse patronale "obsolète" la séparation de l'Eglise et de l'Etat, particularisme français en Europe (8).

Sélection de classe, morale de classe

Pourtant le travail de sape entrepris par le pouvoir, exercé par la gauche et la droite, n'avait pas réussi à détruire l'édifice scolaire. Les résultats, même s'ils accusent les effets de la rénovation pédagogique, restent encore largement compétitifs à l'échelle européenne. Les modèles étrangers ne sont pas des arguments convaincants si l'on en croit Gardner, président d'université aux USA : *"Si un pays étranger nous avait imposé le système d'enseignement secondaire que nous avons, nous aurions dû considérer cela comme un casus belli!"*. En France Baudelot et Establet viennent de conclure de leur enquête que *"le niveau morte"*, ils commentent: *"Roule devant une échappée... Formée des bacheliers et des diplômés du supérieur, elle a creusé l'écart avec le peloton"*. Un sondage effectué par le GPLI (groupe permanent de lutte contre l'illétrisme) nous apprend en même temps qu'*"un Français sur cinq est touché par illétrisme"* et constate *"une remontée de illétrisme de réécriture chez les jeunes"* de 18 à 24 ans. La contradiction entre les deux résultats n'est qu'apparente. Il s'agit là du fond du peloton. Par le jeu des secteurs résidentiels ou à partir du choix des langues une sélection camouflée, sur une base de classe ou d'initiés, se faufile jusqu'au sas du bac C (moins de 7% d'enfants d'ouvriers). *"Elle a creusé l'écart avec le peloton"*, c'est le contraire de l'égalitarisme démagogique dont est paré le "tronc commun", fondé sur la confusion entre l'identité indéniable des âmes et celle plus problématique des capacités intellectuelles. *"On a pu croire, poursuivent Baudelot et Establet, qu'avec la formation permanente une seconde chance serait donnée à tous. Or il n'en est rien. Elle profite d'abord à ceux dont la formation initiale est la plus orte"*. Et le socle de la formation initiale, où tout se joue, c'est l'école élémentaire. Depuis la rénovation de 1969, à ce niveau, les résistances des enseignants, plus individuelles

qu'organisées, ont grandement freiné les dégâts: les "équipes" restent expérimentales, les conseils d'école inertes, les Projets exceptionnels. En passant de la persuasion à l'obligation L.Jospin veut mettre fin à ces "pesanteurs".

Il ne s'agit pas de tirer à vue sur l'éducation, de nier son importance pour la formation des personnalités non seulement intellectuelles et morales mais psychiques. Voudrait-on la nier qu'elle s'imposerait d'elle-même par les influences sauvages de l'environnement matériel et humain. Toute une pléiade de pédagogues, au sens sérieux du terme. Montessori, Decroly. Clarapède, Binet, Piaget... ont apporté en matière de psychologie enfantine des connaissances précieuses à l'exercice du métier d'enseignant. La socialisation inhérente à toute vie en groupe exige le choix des rapports civils à l'encontre des comportements brutaux et la pratique dans les actes concrets quotidiens d'une morale rationnellement fondée sur le respect de l'individu. Et puis dans le mot instruire (instituer) il y a "construire" La construction de soi, l'accession à son autonomie, au libre examen, à l'esprit critique, à la joie incomparable de l'effort intellectuel que nulle part ailleurs qu'à l'école ne rencontrent les enfants des classes ouvrières et paysannes, le goût du travail bien fait et de la discipline immanente. Cette éducation-là est impliquée dans l'instruction. On ne peut instruire sans éduquer, alors qu'on peut éduquer sans instruire.

C'est pourquoi, étant donné la signification que le contexte politique donne aux mots, il faut radicalement inverser la formule de Oues France : *"l'instruction, dont l'éducation n'est qu'un aspect, est affaire publique"*. Car l'Education communautaire à l'ordre du jour, nationale, régionale, locale... est l'idéologie qui doit modeler les mentalités et conformer les individus aux exigences d'une société décadente. C'est l'école de "la nouvelle citoyenneté", celle des restos-du-coeur et des TUC, de la démocratie participative dans l'entreprise c'est-à-dire de l'auto-exploitation des travailleurs. Nous dénonçons à nos ennemis et à l'Etat à leur service le droit d'utiliser l'institution et l'obligation scolaires pour inculquer une Education. Leur morale n'est pas la nôtre Victor Hugo avait raison de dire : *"l'éducation c'est la famille qui la donne, l'instruction c'est l'état qui la doit... Le domaine de l'éducation c'est la conscience, le domaine de l'instruction c'est la science"*. Les familles ouvrières, comme les autres, ne sont sans doute pas dépourvues de tares. Sauf cas flagrant de tortures, on ne saurait pour autant arracher systématiquement les enfants à l'influence parentale, fût-elle naturellement empreinte d'une conscience de classe.

Une fenêtre sur la vie

Cn nous objectera un formalisme et une naïveté plus grande que celle de Condorcet qui craignait l'emprise du pouvoir politique sur l'instruction publique. L.Legrand, E.Cresson et leurs amis du SGEN nous rappelleront *"la ligne bleue des Vosges..."*. Aussi avertis qu'eux nous ajouterons J.d'Arc que ces bons esprits oublient généralement et pour faire bonne mesure une définition mystifiante de l'Etat républicain paré des vertus de neutralité et de justice aux antipodes des analyses révolutionnaires, notamment anarchistes. Comment s'en étonner ? L'école de J.Ferry fut le résultat d'un compromis entre les besoins de la bourgeoisie et les aspirations des travailleurs. Mas ceux-ci n'ont pas renversé l'Etat ni transformé la société bourgeoise, dont l'Ecole, publique ou privée, est une composante. Les "hussards noirs" de l'école laïque ont débarrassé l'enseignement de la chape de plomb du cléricisme. Cest énorme. Puis ces instituteurs, issus de la classe ouvrière et paysanne grâce à la gratuité des Ecoles Normales, ont adhéré nombreux - à la première CGT. Ils ont rectifié dans la mesure du possible les dérapages les plus grotesques. Ce n'est pas négligeable. De ce compromis, chacun pour soi. la classe ouvrière a lié un large bénéfice, envié par nos camarades de tous les pays d'Europe. Aujourd'hui c'est ce compromis de l'instruction publique que la bourgeoisie remet en cause. C'est pourquoi dans la critique de cette Ecole nous ne saurions faire chorus avec ceux qui, dénonçant les jacobins, s'efforcent plus ou moins ouvertement de réhabiliter la chouannerie.

Pour conclure sur ce chapitre nous ne saurions mieux faire que de citer l'Encyclopédie anarchiste : *"... Or ici nous constatons un état d'esprit aussi dangereux, sinon plus, que celui qui admet l'inutilité de l'instruction : c'est celui qui fait rejeter l'instruction officielle, la seule qui existe pour les travailleurs, sous prétexte qu'elle est pernicieuse...Malgré tous les obstacles, l'humanité progresse parce qu'elle s'instruit, même mal. L'instruction est une fenêtre qui s'ouvre sur la vie. Sous prétexte que l'Etat fait cette fenêtre trop étroite, qu'il ne l'ouvre que sur un ciel noir et n'y laisse passer qu'un air malsain, devons-nous murer la fenêtre et nous condamner nous-mêmes aux ténèbres et à l'asphyxie du tombeau ? Ce serait faire le geste stupide d'un homme borgne qui se crèverait le seul oeil qu'il possède parce qu'il verrait insuffisamment. Puisque nous ne savons ou ne pouvons pas nous instruire nous-mêmes, sachons nous servir de l'instruction que nous offre l'Etat. Pour cela efforçons nous de corriger cette instruction et appliquons-nous à la faire servir contre les mauvais desseins de ceux qui la donnent. Quand les curés étaient les maîtres de l'école, il valait mieux apprendre à lire dans leur catéchisme que ne pas apprendre du tout. Quand l'Etat est le maître de l'école, il faut mieux s'instruire dans les manuels de MM. Lavisse et autres Lorient que de tout ignorer. C'est à nous à choisir le bon grain et à rejeter celui qui est avarié."* (E.Rothen, Instruction, Encyclopédie anarchiste, pp. 1036 & 1037)

Lorsqu' Edouard Rothen parle de trier le bon grain de l'ivraie c'est à l'esprit critique de chacun qu'il se réfère, à l'homme instruit par fécoie puis cultivé par lui-même.

La dernière des tentations

Pourtant la tentation d'animer des écoles à caractère "propre" n'a pas fini de séduire. Les références au passé désignent des expériences fort différentes, souvent sans analogie réelle avec l'actualité. La Ruche de S.Faure avait l'ambition de conjuguer dans une ferme deux utopies, l'éducation intégrale et la coopération intégrale; outre les bases d'instruction élémentaire, les enfants y apprenaient à traire les vaches et planter les choux, ce que faisaient dans les campagnes les enfants de l'école publique après la classe. Une faillite intégrale sanctionna l'expérience. L'entreprise de F.Ferrer sous la monarchie espagnole de 1900 eut un autre caractère: il fonda près de 200 écoles ou l'enseignement rationnel et bien entendu laïque ressemblait à ce qu'instituait la République française outre Pyrénées. Face à la nullité du monopole religieux, ce réseau scolaire prenait le caractère d'un service d'enseignement. Il lui manquait l'omniprésence territoriale et la gratuité. Son développement fut par stoppé par l'Etat et F.Ferrer fusillé. Pendant ce temps P.Robin, ancien membre de l'Internationale devenu inspecteur primaire, se voit confier la direction de l'orphelinat de Cempuis dans l'Oise par F.Buisson, également ancien communard membre de l'Internationale et de l'Alliance anarchiste, devenu Directeur de l'enseignement primaire et premier collaborateur de J.Ferry. Grâce à cette protection Robin bénéficia, dans le cadre institutionnel, d'avantages matériels (piscine, gymnase, ateliers) qui lui permirent des innovations pédagogiques dont certaines n'étonnent plus aujourd'hui, comme le tiers temps dévolu à l'éducation physique. La technique du "papillonnage" d'un atelier à l'autre laissait une grande liberté à l'enfant qui était sensé entrer dans la vie active avec un savoir manuel permettant d'espérer un débouché dans l'artisanat. L'expérience s'arrêta à cause de la mixité qui scandalisait à l'époque. L'orphelinat de Cempuis comprenant une portion de débiles légers, rappelle assez ce qu'on peut faire dans les S.E.S actuels; rien ne dit qu'il faille y voir un modèle d'enseignement général à l'échelle nationale.

La décentralisation permet aujourd'hui d'aller très loin dans l'innovation, au nom de l'autonomie, dans le cadre institutionnel. Point besoin d'avoir connu un vice-ministre dans les rangs de l'Internationale. G.Cohn-Bendit obtint sans mal de Savary la création d'un "Lycée différent" à St. Nazaire. L'ambiance y est suffisamment libre pour tolérer près de 50% d'absentéisme sur la centaine d'inscrits. Mais en 1985 les résultats au bac donnaient zéro reçu sur 22 candidats. Sans doute eût-il fallu un bac différent pour le Lycée différent.

Les pédagogies de Faure, Ferrer et Robin, malgré la diversité des conditions, présentaient deux caractères communs : elles répudiaient un enseignement fondé sur l'autoritarisme, déjà condamné par Condorcet; elles se défendaient d'inculquer une idéologie, ce que respectèrent scrupuleusement les trois hommes. Les vocations modernes encouragées par la rénovation de l'école risquent de ne pas revêtir la même rigueur. Alors que l'Etat officialise écoles ouvertes et lieux de vie, refléurit la séduction du phalanstère anarchiste. Dans le livre publié aux Editions du Monde Libertaire, *"Dires et Agirs d'Education Libertaire"* on s'étonne à peine de trouver dans le chapitre *"bref voyage au pays de la pédagogie libertaire"* après l'évocation de la communauté aristocratique de Summerhill, l'exemple de Bemposta fondé en 1956 par le père Silva en Galice espagnole. Les enfants y ont construit eux-mêmes une église, selon l'auteur qui émet quelques réserves *"la morale chrétienne y est constamment présente"*. *"Mais dit-il j'aurais toujours au coeur ce spectacle extraordinaire d'enfants chevauchant d'allégresse et de bonheur, une dynamique incontestable d'autogestion généralisée"*. Padi, puisqu'il s'agit de changer les mentalités l'exemple vient d'en Haut. L'abbé Gilbert, l'abbé des loubards", explique dans un de ses livres: *"Ce que nous reprochons au banquier, ce n'est pas sa fonction, c'est sa mentalité"*. Si l'on admet que le banquier n'est pas notre camarade syndiqué qui trime au guichet mais le capitaliste gros actionnaire des noyaux durs, comment ce banquier pourrait-il avoir d'autre mentalité qu'un franc cynisme ou une charité hypocrite ? C'est pourquoi nous ne nous intéressons pas à la mentalité du banquier mais à sa fonction, qu'il faut détruire. Ainsi se différencient les révolutionnaires matérialistes comme Bakounine et les curés idéalistes, quelle que soit leur foi pédagogique.

En fait le livre assimile une éducation *"profondément libertaire"* à *"l'autogestion généralisée"* dans un leit-motiv incantatoire. Le mot d'ordre de la CFDT, de MM.Kaspar et Chérèque, plastronne à chaque page et sa *"dynamique incontestable"* qui conduit de la construction d'une église à l'auto-exploitation dans l'usine, concilie la morale chrétienne et l'éducation libertaire! Que l'auteur se trompe et trompe en faisant de l'autogestion-participation, ressucée de la Charte du Travail, le moteur d'une révolution libertaire est une affaire d'adultes. Qu'il fasse de l'éducation libertaire *"le fantassin magnifique d'une autogestion généralisée.. pour, en multipliant les actions concrètes qui seront l'objet d'une réaction répressive, participer à la déstabilisation du système"*, cela laisse rêveur. Quand la théorie terroriste (attentat-répression-déstabilisation) s'applique à l'éducation le matériel explosif n'est plus la dynamite mais des enfants désignés au hasard d'un délire mystique. S'il y a effectivement attentat contre eux, comment peut-on parler d'une "réaction répressive" de la part de Rocard-Jospin? Comment expliquer que l'autogestionnaire père Silva s'épanouissait chez Franco tandis que les anarchistes mourraient sous le garot? Non, le "fantassin magnifique", aujourd'hui, sera récompensé par les primes au mérite de Jospin...

Relevons le gant

Dans leur banalité pédagogique Condorcet et Ferrer, ignorant les perspectives exaltantes de l'autogestion des églises et des banques, s'attachaient à répandre l'instruction pour armer les masses aliénées face aux démagogues et idéologues de toutes sortes, banalité qui leur valut une répression effective et définitive. Depuis Condorcet la raison cartésienne s'est enrichie d'un rationalisme plus dialectique. L'illusion scientiste est tombée qui confiait au seul progrès technique la rédemption de l'ouvrier. Les salariés se sont organisés dans la lutte et une nouvelle forme d'éducation est née, celle de la démocratie ouvrière, par en bas avec mandats contrôlés, qui est notre morale de classe. A mesure que Condorcet semble perdre son pari sur l'homo-suffragans, qui déserte de plus en plus les urnes, apparaissent, issues de l'école, de nouvelles générations d'hommes- revendicateurs. "Atomes juridiques" dans la République, ils ont des droits à faire valoir dans le cadre des libertés démocratiques collectives et individuelles. Sous leurs yeux dessillés s'ouvre le fossé qui sépare l'émancipation économique de l'émancipation politique, le droit au travail inscrit aux droits de l'homme et le chômage qui ronge le pays. Et ce mensonge permanent pousse à la révolte.

A l'opposé de ce type d'individu, doté du "savoir stratégique" sinon de "l'excellence", comme dit Milner, on veut Eduquer selon l'esprit du personnalisme de Mounier qui imprègne tout le courant social-chrétien dans sa gloire. La "personne humaine" n'est sacralisée que lorsqu'elle tient le front baissé sur l'intérêt de la communauté, l'intérêt de "*l'entreprise qui nous fait vivre*", elle participe aux cercles de qualité, elle est candidate à l'autogestion. Sa raison sociale est de s'insérer dans la communauté. Elle ne négocie plus collectivement son salaire en échange de sa force de travail, elle reçoit un salaire au mérite ou un Revenu Minimum d'Insertion pour une Activité Minimum d'Insertion que la communauté lui octroie. Elle n'a pas besoin d'Instruction générale mais d'une bonne mentalité.

Alors que la bourgeoisie, par le bras du P.S, saborde l'école de J.Ferry, quels courants ouvriers relèveront le gant ? Dans la lignée des Bakounine, Pelloutier, Francisco Ferrer nous exigeons de nos syndicats qu'ils défendent les "acquis" sociaux et démocratiques parmi lesquels l'instruction. Et nous osons dire que dans la société future pour laquelle nous luttons, quelle que soit la culture qui émanera, à sa base il y aura toujours l'instruction de masse, également accessible pour tous et expurgée d'idéologie. C'est pourri dans un monde où l'UNICEF compte 800 millions d'illettrés et autant de malnutris, où 40 000 enfants meurent de faim chaque jour, où la "nouvelle pauvreté" gagne les pays industrialisés, la formule d'Elisée Reclus perd de son symbolisme et revient concrète à l'actualité : " le pain et l'instruction ".

S.MAHE

(1) J.C Milner, De l'école, Ed. du Seuil.

(2) Titre de l'intéressant livre de Catherine Kintder que nous avons allègrement pillé: *Condorcet ou la naissance du citoyen*.

(3) Curieux détracteurs: à peine nommé ministre, Chevènement réhabilitait la Marseillaise, quant à Mme Cresson dans son envolée patriotique du 18 Janvier 1989, devant les parlementaires européens médusés elle assimilait la défense du siège de Strasbourg à "une nouvelle bataille de la Marne".

(4) Voir annexe.

... et non en Janvier 81 comme le mentionne M Sérec dans son livre "Quelle république sauvera récole républicaine" Profitons-en pour signaler, puisque nous sommes le mieux placé pour le faire que le PSU n'a rien à voir avec l'origine de cet "Appel aux laïques" contrairement à ce qu'affirme bêtement G. Lederer dans "La bataille de l'école"

(5) "L'école à l'heure de la décentralisation" (B. Bolzer).

(6) "Nous pensons aujourd'hui que l'amélioration du système éducatif passe par le travail en équipe des enseignants et donc nécessairement par les projets d'établissement, même si c'est un système importé de renseignement privé" J.L. Rollet, Président de la Ligne de l'Enseignement.

(7) Cité dans La Raison, Nov.88

(8) "Il faut que l'enseignement s'intègre dans la vie du pays. C'est pourquoi je juge absolument essentiel que collaborent avec l'Université toutes les forces vives de la nation. Parmi ces forces vives, il en est qui ont un rôle particulièrement décisif à jouer: la profession, pour tout ce qui touche à la formation technique; les grandes familles spirituelles pour tout ce qui touche à l'indispensable formation morale; les groupements de jeunesse, pour tout ce qui concerne l'éducation physique et la préparation à la vie sociale." Discours radiodiffusé de J.Chevalier, secrétaire d'Etat du maréchal Pétain 28 Dec. 1940.

APPEL AUX LAIQUES

Depuis un siècle, l'école publique arrache à l'ignorance et à l'obscurantisme des générations d'enfants de paysans et d'ouvriers. Elle a promu le développement de la pensée rationnelle, de l'esprit critique et de la tolérance au détriment des fanatismes. De ses bancs sont issus par milliers les cadres du mouvement ouvrier organisé.

Expression d'un régime de séparation de l'Eglise et de l'Etat, l'école laïque représente un élément essentiel des libertés démocratiques qui permettent la poursuite de l'émancipation de l'humanité.

A l'indignation de tous les laïcs, de graves atteintes furent portées à cette laïcité de l'Etat depuis trente ans par les votes des lois Marie-Barangé-Debré et Guerneur qui octroient le versement des fonds publics aux écoles privées.

Aujourd'hui une offensive encore plus dangereuse menace directement l'école laïque et les enseignants. Sous couvert de participation des usagers à la gestion du service public, il s'agit de transformer les structures de l'école pour la soumettre à l'ingérence des groupes de pression de toutes natures, à travers une série de "conseils" (conseil d'école, équipe éducative, conseil de secteur, conseil de l'éducation...).

Après l'échec de fait des conseils d'école, rejetés par les enseignants et la grande majorité des parents, l'offensive obstinée se poursuit par la mise en avant de "l'équipe éducative", dont l'une des attributions serait "l'évaluation permanente" des instituteurs en remplacement du contrôle hiérarchique traditionnel qui, dans les administrations de la fonction publique, doit garantir l'intégrité de l'agent à la fois vis-à-vis des usagers et de l'Etat-employeur.

C'est l'indépendance des enseignants dans l'exercice de leurs fonctions qui est visée par cette réforme sans précédent, c'est la remise en cause de leurs prérogatives statutaires afférentes au statut général de la fonction publique.

Au-delà de l'agression contre les enseignants, c'est la laïcité de l'école que condamne cette entreprise dont l'objectif est la mise en oeuvre d'un enseignement imprégné d'idéologie par des "éducateurs" en tutelle".

Les laïques soussignés :

- DENONCENT la forfait qui se prépare contre l'école;
- APPELLENT A SE MOBILISE CEUX QUI, après avoir combattu les lois scélérates en faveur de l'école confessionnelle, N'ACCEPTENT PAS QU'AUJOURD'HUI sous un fallacieux prétexte d'une démocratisation de gestion, L'EXISTENCE MEME DE L'ECOLE LAIQUE SOIT REMISE EN CAUSE.

Comité National pour la signature de l'Appel aux Laïques:

AZOULAY J. (Paris)	DUTHEL P. (Rhône)
AZOULAY M. (Paris)	HEBERT A. (Loire Atlantique)
BARROIS J.P. (Val de Marne)	LABRUSSE R. (Paris)
BLONDEL M. (Région Parisienne)	LAMBERT P. (Paris)
BOSSU P. (Paris)	MAHE S. (Loire Atlantique)
BOLZER B. (Loire-Atlantique)	PREVOTEL M. (Isère)
BOYADJIS M.T. (Loire-Atlantique)	SALIOU G. (Loire Atlantique)
CHAINTRON F. (Hauts de Seine)	SALIOU J. (Loire Atlantique)

Réponse de F.Mitterrand

Paris, le 14 Avril 1981,

Monsieur.

J'ai bien reçu la lettre que vous m'avez adressée, et je vous remercie vivement de me donner l'occasion de préciser mes positions sur la laïcité de l'Ecole.

J'ai eu l'occasion, notamment lors des Assises Internationales de la laïcité organisées par le Grand Orient de France les 7 et 8 février dernier, de dire que la première loi de l'esprit laïque, c'est le refus d'être soumis à la pensée d'autrui.

Je pense que c'est un des points importants de la politique française, que de parvenir à réconcilier au sein d'un grand service public de l'Education Nationale les formes d'esprit les plus diverses qui devront être également respectées.

Les principes pour l'avenir sont clairs: hostilité à tout monopole d'Etat sur l'Education, liberté de choix des parents, y compris pour ceux d'entre-eux qui choisissent l'enseignement privé hors-contrat et sans aide publique.

Les socialistes ont toujours indiqué nettement leur préférence pour l'enseignement public, situé au centre d'un espace éducatif ouvert sur la vie, comprenant mouvements et associations divers et où, précisément. le pluralisme des idées et la liberté des convictions doivent être affirmés et éventuellement organisés sur des bases nouvelles, avec la participation de toutes les cultures et familles de pensée intéressées.

Dans cette perspective, si la plus haute charge de l'État m'est confiée, j'inviterai le Gouvernement à engager une vaste négociation, décentralisée, en vue de réaliser l'unification progressive en un grand service public de l'Education de l'ensemble des établissements scolaires. Cette négociation sera proposée aux établissements scolaires privés actuellement sous contrat qui l'accepteront.

Dans mon esprit, ce grand service public devra être géré démocratiquement par tous les intéressés, ce qui implique des établissements à taille humaine, la participation des familles à la tâche éducative et le droit à l'expérimentation des diverses méthodes pédagogiques.

En espérant avoir ainsi répondu à vos préoccupations, je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de mes sentiments distingués.

François Mitterrand